Document generated on 09/09/2026 11:54 a.m.

Continuité

CONTINUITÉ

La locomotive culturelle

Francine Bordeleau

Number 84, Spring 2000

Élus municipaux et patrimoine : une question de vision

URI: https://id.erudit.org/iderudit/16835ac

See table of contents

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)
1923-2543 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Bordeleau, F. (2000). La locomotive culturelle. *Continuité*, (84), 21–23.

Tous droits réservés © Éditions Continuité, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

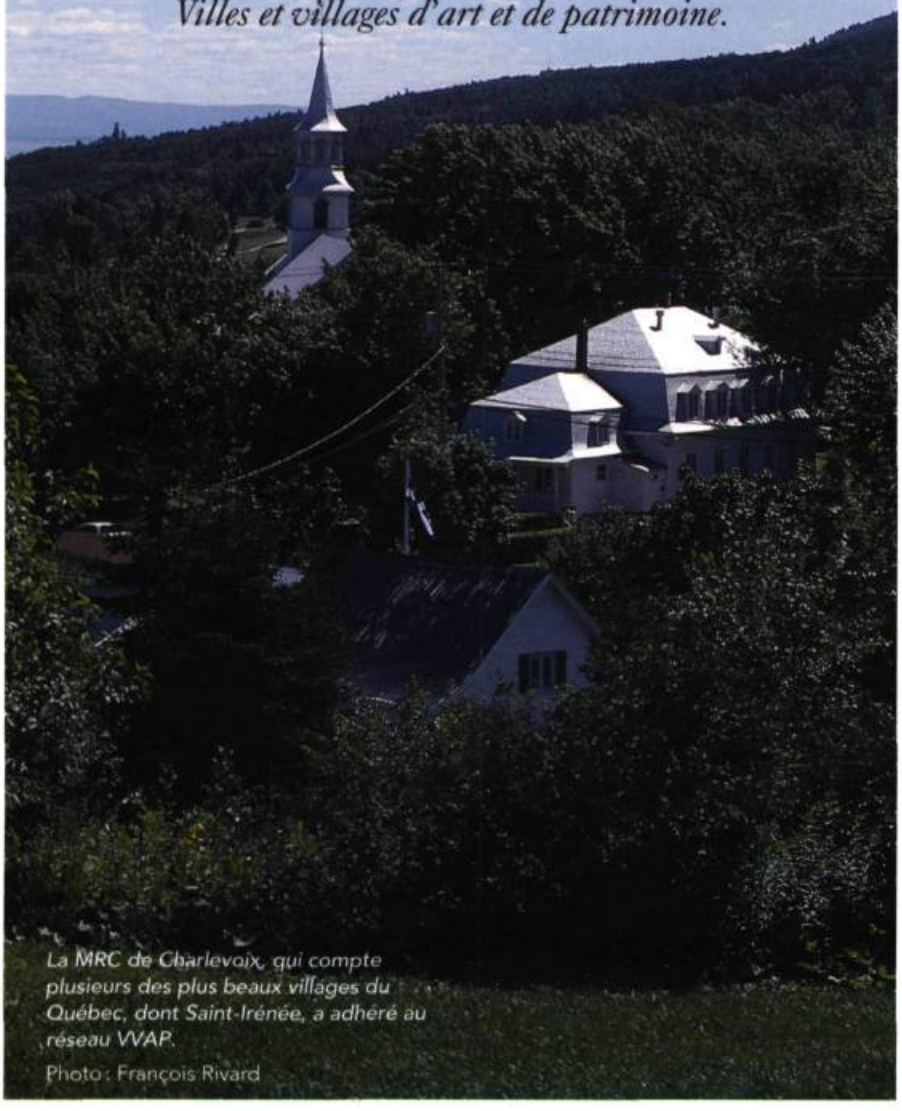
This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

La locomotive culturelle

Un nombre croissant de touristes cherchent à connaître les particularités culturelles et patrimoniales des régions qu'ils visitent. Certains élus locaux l'ont compris et commencent à investir dans la mise en valeur de ces richesses sous-estimées, aidés en cela par le réseau Villes et villages d'art et de patrimoine.



La MRC de Charlevoix, qui compte plusieurs des plus beaux villages du Québec, dont Saint-Irénée, a adhéré au réseau VVAP.
Photo : François Rivard

par Francine Bordeleau

Grâce à ses montagnes, ses forêts et ses lacs, le territoire de la municipalité régionale de comté (MRC) La Jacques-Cartier, tout près de Québec, est depuis les années 1930 un lieu de détente et de loisir réputé. Mais ces temps-ci, le préfet Michel Giroux, également maire de Lac-Beauport, ne vante pas tant les nombreuses infrastructures récréatives de la MRC que l'originalité de son patrimoine bâti qu'ont contribué à façonner, dès le début du XIX[e] siècle, les communautés irlandaise et écossaise. Il parle encore de la maison du poète Saint-Denys Garneau, située à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, du circuit patrimonial qu'entend instaurer la municipalité de Stoneham-et-Tewkesbury. Bref, le préfet a maintenant « la ferme conviction que le développement de la MRC passe par la culture ». Et c'est fort de cette conviction qu'il est parvenu à vendre aux neuf maires de la MRC l'idée d'adhérer au réseau Villes et villages d'art et de patrimoine (VVAP), un programme proposé en 1997 lors du Sommet sur l'économie et l'emploi.

Le presbytère de Saint-Augustin-de-Desmaures fait partie d'un ensemble patrimonial prestigieux au cœur de la municipalité.
Photo : Brigitte Ostiguy

Au nombre des organismes ayant adhéré au programme Villes et villages d'art et de patrimoine, on compte la Fédération touristique du Saguenay–Lac-Saint-Jean. L'Anse-Saint-Jean est un des villages du Saguenay ayant un très fort potentiel touristique.

Photo : Linda Turgeon

En 1997, 10 000 travailleurs culturels vivent d'aide sociale. Au même moment, nombre de milieux déplorent que les ressources culturelles et patrimoniales des diverses régions du Québec ne soient pas exploitées comme elles le devraient. Plusieurs partenaires – dont, au premier chef, le ministère de la Culture et des Communications – plancheront dès lors sur un projet de réseau de villes et villages d'art et de patrimoine, comme il en existe déjà en Europe. « Avec ce réseau, nous voulons ramener des gens sur le marché du travail tout en favorisant les spécificités culturelles des régions dans une perspective de consolidation du tourisme », explique aujourd'hui le coordonnateur Clermont Bourget.

Implanté officiellement en septembre 1998, le réseau Villes et villages d'art et de patrimoine doit la plus grande part de son financement au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, qui y injecte 5 200 000 $. Y contribuent également, pour une somme globale de 1 300 000 $, les ministères de la Culture et des Communications, des Affaires municipales, du Tourisme ainsi que Travail-Québec. Le Centre de recherche en aménagement et développement (CRAD) de l'Université Laval, enfin, assure la coordination du réseau pour tout le Québec de même que la formation, l'encadrement et la supervision des futurs animateurs. Au début, le réseau comprenait une dizaine de villes ou MRC; il en compte aujourd'hui une quarantaine, qui ont embauché chacune un animateur. Voilà un résultat d'autant plus encourageant, estime M. Bourget, que « le programme en est encore à sa phase de démarrage ».

Rentable, le patrimoine ?

Il faut dire que le programme, dont la promotion est assurée par le ministère de la Culture et des Communications, peut s'avérer financièrement assez séduisant. Car si les animateurs doivent être embauchés pour une période de trois ans, le Fonds de lutte contre la pauvreté subventionne en partie leur salaire des deux premières années. Des corporations municipales ont donc fait le calcul, et estimé que la dépense s'avérerait rentable.

D'autant que les municipalités cherchent à diversifier leurs sources de revenus et commencent à considérer le potentiel économique qu'offrent le patrimoine ou la culture. Ainsi, à Matane, qui connaît un taux de chômage élevé, « on se bat d'abord pour attirer des entreprises ou pour les conserver », concède le maire Marcel Gauthier. « Nous possédons cependant un patrimoine maritime et agricole sur lequel il faut construire, car la demande touristique a changé: les visiteurs veulent voir du patrimoine. » Le maire cite les exemples du parc des Îles ou de la rivière qui traverse le centre-ville: une véritable exploitation de ces atouts naturels aiderait Matane, traditionnellement perçue comme « lieu de passage », à se gagner un titre de destination touristique, soutient-il.

Dans les villes et MRC appartenant au réseau, une bonne part de la tâche des animateurs consiste justement à mettre en valeur des sites et des ressources culturelles. Concrètement, ils ont déjà contribué aux projets les plus divers: l'exposition Duplessis à Trois-Rivières (à l'été 1999); la mise en réseau des gîtes touristiques de la MRC de la Côte-de-Beaupré; la mise en valeur de la maison d'un ancien médecin de campagne à Causapscal... On attend aussi des animateurs qu'ils dressent un inventaire de ce

Le service des

Archives du Séminaire de Trois-Rivières

858, rue Laviolette, bur.: 221, Trois-Rivières, Qc.
Téléphone: (819) 376-4459. Télécopieur: (819) 378-0607

Acteur important de la sauvegarde des archives privées au Québec depuis 1918.

TROIS-RIVIÈRES VILLE D'HISTOIRE ET DE CULTURE

Salle de consultation ouverte aux chercheurs: du mardi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.
Service d'archives privées agréé par le Ministère de la Culture et des Communications du Québec.
Membre du Réseau des archives du Québec et membre honoraire de la Société de conservation et d'animation du patrimoine de Trois-Rivières.

patrimoine dont le milieu même, souvent, ignore l'importance. « Nous souhaitons atteindre deux grands objectifs : faire connaître le potentiel de la MRC à la population locale et intégrer les éléments du territoire dans un circuit touristique », souligne ainsi Michel Giroux.

Culture municipale

La perspective des retombées du tourisme a donc constitué, pour les élus, un incitatif de taille. Mais le réseau aura vraiment atteint son but, dit Clermont Bourget, lorsque les corporations municipales seront persuadées que « les enjeux rattachés à l'art, à la culture et au patrimoine sont aussi importants que les enjeux économiques, que l'agriculture et la forêt ».

Or, la réponse des élus ne va pas encore de soi, bien que certains affichent un dynamisme étonnant. Ainsi, Marcel Corriveau, maire de Saint-Augustin-de-Desmaures, affirme « la nécessité de créer un meilleur équilibre entre le loisir et la culture ». La Ville a acquis un bâtiment pour le convertir en maison des arts destinée à la « promotion du talent local », s'est dotée voilà quelques mois d'une politique culturelle et a adhéré au réseau.

À Saint-Lambert, dans la MRC de Champlain, on est à transformer une ancienne église anglicane en maison de la culture et salle de diffusion. Outre ce projet, que porte depuis deux ans le conseiller Marc-André Croteau, on veut créer un musée de l'eau, instaurer un circuit de maisons ancestrales... « La culture et le patrimoine constituent notre identité. De plus, ça attire les visiteurs, crée des emplois et, au bout du compte, ça dynamise la région », dit M. Croteau. La municipalité participe donc à Villes et villages d'art et de patrimoine – aux côtés de Longueuil, notamment – à la fois « par souci de conservation du patrimoine et pour des raisons d'ordre économique ».

La culture « est cependant loin de faire l'unanimité, surtout dans les municipalités rurales », concède Yves Daoust, maire de Saint-Louis-de-Gonzague et préfet de la MRC de Beauharnois-Salaberry. Dans cette MRC où l'on considère pourtant « le culturel comme le prolongement normal du développement économique et touristique », le projet de politique culturelle, avancé il y a deux ans, fut discuté vivement. « Dans le monde municipal, dit de son côté Michel Giroux, tout est une question d'argent. Et la culture est encore perçue, par certains citoyens mêmes, comme une dépense susceptible de faire augmenter le compte de taxes. »

Par ailleurs, des municipalités ou des MRC sont carrément incapables de débourser les 50 000 $ ou 60 000 $ (répartis sur trois années) que leur coûterait un animateur embauché dans le cadre de Villes et villages d'art et de patrimoine. De l'aveu même de Clermont Bourget, au fait, « il est difficile de prévoir ce que sera le réseau en 2001-2002 », d'autant que cette année le programme cesse d'être subventionné par le Fonds de lutte contre la pauvreté. Chose sûre, certaines corporations municipales, invoquant des raisons financières, doutent qu'elles poursuivront l'expérience lorsque les salaires des animateurs culturels seront entièrement à leur charge.

« Nous avons toujours su d'instinct que la culture constituait un attrait de taille. Mais la culture prend de plus en plus une connotation économique, et c'est pourquoi les élus s'y intéressent : ils ont pris conscience que la culture était aussi un outil de développement économique », affirme cependant Michel Giroux. De cette certitude tout récemment acquise découlera sans doute, chez les élus, une vision à long terme de la culture et du patrimoine. En somme, ce que d'aucuns appellent une volonté politique.

Francine Bordeleau est journaliste indépendante.

Neuville est reconnue depuis toujours pour son patrimoine architectural exceptionnel. L'adhésion de la MRC de Portneuf à Villes et villages d'art et de patrimoine permettra de mettre en valeur ces attraits culturels.

Photo : Brigitte Ostiguy